



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

**PRÉFECTURE**

Direction des collectivités locales  
et des procédures publiques

Bureau des enquêtes publiques et installations classées

SK/37

## **ARRETE**

**du 11 AVR. 2017** portant mise en demeure à la société  
**SCA TISSUE France à Kunheim de respecter les**  
**dispositions de l'article 14-IV de l'arrêté ministériel du**  
**3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière**

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, R.515-70 à R.515-72 et R.515-83 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006-53-4 du 22 février 2006 autorisant la société GEORGIA PACIFIC France à poursuivre, étendre et régulariser ses installations de fabrication de papiers sur le site de Kunheim ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006-286-8 du 13 octobre 2006 portant prescriptions de mesures complémentaires à la société GEORGIA PACIFIC France ;
- VU** la lettre préfectorale du 17 janvier 2013 actant le changement de raison sociale de la société GEORGIA PACIFIC France devenue SCA TISSUE France ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2006 prévoit le contrôle des rejets « air » des installations exploitées par la société SCA TISSUE FRANCE à Kunheim ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 9.4 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2006 modifié par l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2006 prévoit le contrôle des rejets « eau » des installations exploitées par la société SCA TISSUE FRANCE à Kunheim ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 14-IV de l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière prévoit que *« les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées »* ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement prévoit que *« sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L.512-3, L.512-5, L.512-7 et L.512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations prévu à cet effet.*

*La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet »* ;

**CONSIDÉRANT** que la société SCA TISSUE France à Kunheim ne transmet pas les résultats de l'autosurveillance de ses rejets « eau » par voie électronique ou par exemplaire « papier » ;

**CONSIDÉRANT** que la société SCA TISSUE France à Kunheim ne transmet pas les rapports portant sur l'autosurveillance de ses rejets « air » ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent que la société SCA TISSUE France ne respecte pas les dispositions de l'article 14-IV de l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière, auxquelles elle est soumise ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : *"Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine."*

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La société SCA TISSUE France exploitant une usine de fabrication de papier sur la commune de Kunheim, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 14-IV de l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif à l'industrie papetière, en adressant les résultats de l'ensemble des mesures portant sur la surveillance des rejets de l'année 2016, à l'inspection de l'environnement ou au préfet du Haut-Rhin **dans le délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté**. Cette transmission doit être réalisée mensuellement à partir du 1<sup>er</sup> mai 2017 comme le prévoit l'article 14-IV susvisé.

**Article 2 :**

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et la directrice régionale de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le **11 AVR. 2017**

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Christophe MARX

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

